

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 26 FÉVRIER 2019

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-six février, à dix-huit heures trente,  
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi,  
dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD,  
maire.

\*\*\*\*\*

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Jean-Pierre PIBOYEUX, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Étaient absents : MM. Fabienne DE MACEDO, Fabienne TREZEGUET-DIOUF, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Monique SASSI, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LE GRELLE.

Pouvoirs de vote :

Mme Fabienne DE MACEDO à M. Gabriel LASSERRE  
Mme Fabienne TREZEGUET-DIOUF à M. Sylvio GUINGAN  
Mme Jacqueline BEYRET TRESEGUET à M. André CASTAGNOS  
Mme Monique SASSI à Mme Hélène AYMARD  
M. Alain LACRAMPE MOINE à M. Christian GIRARDI

Jean-Pierre PIBOYEUX a été élu secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

Monsieur le Maire recueille l'avis de l'Assemblée pour l'ajout en point de dernière minute de :

- Délibération sur l'autorisation d'ester en justice au Tribunal Administratif de Bordeaux pour le litige opposant M. Roland CORTE et la commune d'Aiguillon,
- Délibération sur l'autorisation d'ester en justice au Tribunal Administratif de Bordeaux pour le litige opposant M. Robert SAVIGNAC et la commune d'Aiguillon,

Monsieur le Maire présente les excuses de M. Jean-François GUIRAL, percepteur, qui est absent.

\*\*\*\*\*

## FINANCES-COMPTABILITÉ

### Compte Administratif - Budget Principal Commune

#### Le conseil municipal, après délibération,

19 voix pour ( M. Sylvio GUINGAN, Mme Brigitte LEVEUR, M. Michel PEDURAND, M. Youssef SADIR, M. Gabriel LASSERRE, M. Michel CADAYS, M. André CASTAGNOS, Mme Christiane FAURE, M. Bernard COURET, Mme Hélène AYMARD, M. Daniel GUIHARD, M. Jean-Pierre PIBOYEUX, M. Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Mme Hajiba KAZAOUI, Mme Catherine SAMANIEGO, Mme Fabienne DE MACEDO, Mme Fabienne TREZEGUET-DIOUF, Mme Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Mme Monique SASSI)

0 voix contre,

6 abstentions (Mme Nicole MOSCHION, M. Patrick PIAZZON, M. Christian GIRARDI, Mme Catherine LARRIEU, Mme Vanessa CAMPOY MARTINEZ, M. Alain LACRAMPE MOINE)

- VOTE le compte administratif de l'exercice 2018 et arrête ainsi les comptes :

#### Investissement :

|          |                    |                |
|----------|--------------------|----------------|
| Dépenses | Prévu :            | 5 623 381.00 € |
|          | Réalisé :          | 3 357 357.87 € |
|          | Reste à réaliser : | 70 598.00 €    |

|          |                    |                |
|----------|--------------------|----------------|
| Recettes | Prévu :            | 5 623 381.00 € |
|          | Réalisé :          | 2 363 851.13 € |
|          | Reste à réaliser : | 191 000.00 €   |

#### Fonctionnement :

|          |                    |                |
|----------|--------------------|----------------|
| Dépenses | Prévu :            | 5 636 357.00 € |
|          | Réalisé :          | 4 704 137.92 € |
|          | Reste à réaliser : | 0.00 €         |

|          |                    |                |
|----------|--------------------|----------------|
| Recettes | Prévu :            | 5 636 357.00 € |
|          | Réalisé :          | 6 076 673.04 € |
|          | Reste à réaliser : | 0.00 €         |

#### Résultat de clôture de l'exercice :

|                   |                |
|-------------------|----------------|
| Investissement :  | - 993 506.74 € |
| Fonctionnement :  | 1 372 535.12 € |
| Résultat global : | 379 028.38 €   |

Publié le 06/03/2019

Visa Préfecture le 07/03/2019

\*\*\*\*\*

Madame MOSCHION demande si on récupèrera quelque chose sur les excédents de fonctionnement.

Monsieur le Maire lui répond qu'on ne peut pas récupérer les excédents de fonctionnement, quand on transfère on transfère. Cependant, il ajoute que la négociation d'Eau 47 a fonctionné sur les excédents d'investissements, on va récupérer 350 000 euros environ sur les 540 000 euros cumulés entre l'assainissement et l'adduction d'eau potable en investissement.

## Compte Administratif - Budget Annexe Adduction d'Eau Potable

Le conseil municipal,  
après délibération,

25 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- VOTE le compte administratif de l'exercice 2018 et arrête ainsi les comptes :

### Investissement :

|          |                    |              |
|----------|--------------------|--------------|
| Dépenses | Prévu :            | 313 843.00 € |
|          | Réalisé :          | 3 182.24 €   |
|          | Reste à réaliser : | 0.00 €       |
| Recettes | Prévu :            | 313 843.00 € |
|          | Réalisé :          | 312 717.87 € |
|          | Reste à réaliser : | 265.00 €     |

### Fonctionnement :

|          |                    |              |
|----------|--------------------|--------------|
| Dépenses | Prévu :            | 116 242.00 € |
|          | Réalisé :          | 27 782.19 €  |
|          | Reste à réaliser : | 0.00 €       |
| Recettes | Prévu :            | 116 242.00 € |
|          | Réalisé :          | 148 934.30 € |
|          | Reste à réaliser : | 0.00 €       |

### Résultat de clôture de l'exercice :

|                   |              |
|-------------------|--------------|
| Investissement :  | 309 535.63 € |
| Fonctionnement :  | 121 152.11 € |
| Résultat global : | 430 687.74 € |

Publié le 06/03/2019  
Visa Préfecture le 07/03/2019

\*\*\*\*\*

## Compte Administratif - Budget Annexe Assainissement

Le conseil municipal,  
après délibération,

25 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- VOTE le compte administratif de l'exercice 2018 et arrête ainsi les comptes :

### Investissement :

|          |                    |              |
|----------|--------------------|--------------|
| Dépenses | Prévu :            | 342 734.00 € |
|          | Réalisé :          | 148 473.34 € |
|          | Reste à réaliser : | 0.00 €       |

|          |                    |              |
|----------|--------------------|--------------|
| Recettes | Prévu :            | 342 734.00 € |
|          | Réalisé :          | 370 726.81 € |
|          | Reste à réaliser : | 8 724.00 €   |

### Fonctionnement :

|          |                    |              |
|----------|--------------------|--------------|
| Dépenses | Prévu :            | 130 371.00 € |
|          | Réalisé :          | 90 510.29 €  |
|          | Reste à réaliser : | 0.00 €       |

|          |                    |              |
|----------|--------------------|--------------|
| Recettes | Prévu :            | 130 371.00 € |
|          | Réalisé :          | 185 573.45 € |
|          | Reste à réaliser : | 0.00 €       |

### Résultat de clôture de l'exercice :

|                   |              |
|-------------------|--------------|
| Investissement :  | 222 253.47 € |
| Fonctionnement :  | 95 063.16 €  |
| Résultat global : | 317 316.63 € |

Publié le 06/03/2019  
Visa Préfecture le 07/03/2019

\*\*\*\*\*

**BUDGET PRINCIPAL : COMMUNE D'AIGUILLON**

APRES s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2018, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2018,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention

- **DÉCLARE** que le compte de gestion du budget principal de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2018 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

*Publié le 06/03/2019  
Visa Préfecture le 07/03/2019*

\*\*\*\*\*

**BUDGET ANNEXE : ADDUCTION D'EAU POTABLE (Service des Eaux)**

APRES s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2018, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2018,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2018 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

**STATUANT SUR :**

- l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

*26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention*

- **DÉCLARE** que le compte de gestion du budget annexe Adduction d'Eau Potable de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2018 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

*Publié le 06/03/2019  
Visa Préfecture le 07/03/2019*

\*\*\*\*\*

**BUDGET ANNEXE : ASSAINISSEMENT**

APRES s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2018, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2018,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2018 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

**STATUANT SUR :**

- l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

*26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention*

- **DÉCLARE** que le compte de gestion du budget annexe Assainissement de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2018 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

*Publié le 06/03/2019*

*Visa Préfecture le 07/03/2019*

\* \* \* \* \*

## Affectation des résultats 2018

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif du budget principal de la commune au titre de l'exercice 2019,

Considérant qu'il en résulte les éléments suivants :

- Excédent cumulé de la section de fonctionnement du budget principal : 1 372 535.12 €
- Déficit cumulé de la section d'investissement du budget principal : 993 506.74 €
- Restes à réaliser de la section d'investissement comme suit :
  - Total des restes à réaliser en dépenses : 70 598 €
  - Total des restes à réaliser en recettes : 191 000 €
  - Excédent sur les restes à réaliser de 120 402 €

→ Soit un besoin de financement définitif de la section d'investissement à hauteur de 873 104.74 €

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat de la section de fonctionnement du budget principal comme suit :

- En excédent de fonctionnement capitalisé pour un montant de 873 104.74 €
- En excédent reporté à la section de fonctionnement pour un montant de 499 430.38 €
- En déficit reporté à la section d'investissement pour un montant de 993 506.74 €

**Le conseil municipal,  
après délibération,**

26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention

- **APPROUVE** l'affectation du résultat de la section de fonctionnement au budget primitif 2017 du budget principal de la commune comme présentée ci-avant.

*Publié le 06/03/2019*

*Visa Préfecture le 07/03/2019*

\*\*\*\*\*

## Détermination des taux d'imposition 2019 – Taxes Directes Locales

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2331-1 à L. 2331-4,

Les collectivités font connaître chaque année aux services fiscaux, par l'intermédiaire des services préfectoraux, leurs décisions relatives aux taux (ou aux produits) des impôts directs locaux. La date limite de cette notification est identique à la date limite de vote du budget primitif.



La *taxe d'habitation* est due par toutes les personnes qui ont, à quelque titre que ce soit, la disposition ou la jouissance de locaux meublés affectés à l'habitation.

Les *taxes foncières* sont des impôts directs qui sont établis annuellement sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties sises en France.

A compter de l'exercice 2011, la *taxe professionnelle* a été remplacée par :

X des taxes nouvelles :

- Cotisation Foncière des Entreprises, CFE (due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale ou les fiduciaires pour leur activité exercée en vertu exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée) ;
- Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE ;
- Imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER;

X des taxes transférées :

- part départementale TH ;
- part départementale et régionale TFNB ;
- taxe sur les surfaces commerciales TASCOT ;
- une partie des frais d'assiette et de recouvrement .

A ces taxes nouvelles ou transférées peut se rajouter la GIR (Garantie Individuelle de Ressources), produit nouveau versé en compensation de la perte éventuelle.

Pour Aiguillon, les taux votés en 2018 étaient les suivants :

|                              | Taux 2018 |
|------------------------------|-----------|
| Taxe habitation              | 20,38%    |
| Taxe sur le foncier bâti     | 25,50%    |
| Taxe sur le foncier non bâti | 132,03%   |
| CFE                          | 24,12%    |

Dans le cadre du vote du budget primitif 2019, Monsieur le Maire propose à l'assemblée, pour percevoir le produit attendu au titre de la fiscalité directe locale nécessaire à l'équilibre du budget, de maintenir les taux d'imposition de l'année 2018.

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

24 voix pour,

0 voix contre,

2 absents (M. Christian GIRARDI, M. Alain LACRAMPE MOINE)

- DÉTERMINE pour l'année 2019, les taux d'imposition des taxes directes locales et de CFE suivants :

|                              | Taux 2019 |
|------------------------------|-----------|
| Taxe habitation              | 20,38%    |
| Taxe sur le foncier bâti     | 25,50%    |
| Taxe sur le foncier non bâti | 132,03%   |
| CFE                          | 24,12%    |

Publié le 06/03/2019

Visa Préfecture le 07/03/2019

\* \* \* \* \*

Monsieur GIRARDI trouve scandaleux de voir un taux sur le foncier non bâti aussi élevé, mais personne ne fait rien et on est obligé de constater cet état de fait.

Monsieur GUINGAN demande la moyenne des autres communes. Monsieur le Maire répond qu'elle est à 80%. Madame MOSCHION dit qu'il y a des communes plus élevées aussi. Monsieur GIRARDI dit qu'on est le seul pays d'Europe où on paye le foncier non bâti.

Monsieur le Maire explique qu'il se trouve qu'historiquement, c'est-à-dire depuis 36 ou 37 ans, les taux des taxes locales sont élevés à Aiguillon, il y a eu une augmentation dans les années 80 qui était consécutive à la décentralisation. Cette décentralisation avait permis à la commune de développer l'ensemble de ses services, mais en même temps d'augmenter l'ensemble de ses charges. Ceci étant, la commune Aiguillon est aussi dans une position particulière car elle subit des charges de centralité qui s'ajoutent aux autres charges issues des services qu'elle rend à sa population et aux populations voisines, et donc le coût de ces charges de centralité n'est pas répercuté au prorata de la population des communes qui en bénéficient. C'est donc Aiguillon qui supporte quasiment seule le coût de ces charges.

Monsieur le Maire rajoute que c'est ce qui a obligé nos prédécesseurs à rechercher des recettes supplémentaires en actionnant le levier fiscal communal. À cela, se sont ajoutés des investissements, mais il est normal qu'une commune comme Aiguillon investisse, car justement elle a ce rôle de centralité qui l'oblige à investir dans des équipements, qui eux aussi vont être aux bénéfices des aiguellonnais mais au-delà des aiguellonnais (par exemple, les installations sportives, espaces publics des marchés, etc).

Là aussi, ce coût n'est pas répercuté au prorata des populations qui en bénéficient. Tout ceci a été financé par de l'emprunt, résultat, on a une accumulation de charges fixes avec les services proposés à la population, et des charges d'investissement de remboursement de capital qui ont servi à créer ces équipements.

Cela nous a conduit à cette situation paradoxale, à savoir qu'on a une fiscalité qui n'est pas équitable et qui conduit à cette situation où on a une commune qui est au centre d'un territoire qui propose des services et des équipements qui bénéficient à l'ensemble du territoire, mais qui est la seule à en supporter les charges.

Monsieur le Maire termine en disant que ce n'est pas en recentralisant tout et rétablissant qu'on résoudra cet immense paradoxe.

*Madame MOSCHION dit que c'est un problème de la Communauté de Communes, on a des attributions de compensation, alors pourquoi on n'applique pas le régime des attributions de compensation, il faut pousser en ce sens, car pour nous la situation va devenir critique. Il ne suffit pas d'être innovant, il faut que la Communauté prenne les compétences qu'elle doit prendre. Il ne faut pas oublier que les recettes fiscales c'est la commune d'Aiguillon qui les amène.*

*Monsieur GUINGAN dit que transférer, comme on le fait toujours, vers d'autre comme la Communauté de Communes, nos misères, ce n'est pas certain que cela fasse un riche. On a tendance à transférer ailleurs nos problèmes, mais il pense que les problèmes doivent se régler au plus proche de la commune. Il faudrait une réforme de la fiscalité. La taxe foncière est la plus injuste car elle ne tient pas compte des revenus, c'est là où il faut intervenir.*

*Madame MOSCHION précise qu'on a la GEMAPI qui arrive*

*Monsieur PEDURAND dit que pour le transfert, quand on va à la piscine on ne demande pas si on vient de Galapian ou Damazan, on paye la même chose.*

*Madame MOSCHION répond qu'un service public ça coûte effectivement, mais il ne faut pas que cela soit toujours les mêmes qui supportent.*

*Monsieur PEDURAND explique si la taxe d'habitation disparaît, on va forcément réformer.*

*Madame MOSCHION dit qu'il y a toujours la question de savoir comment on va compenser la perte de cette taxe d'habitation.*

## **Vote du Budget Primitif – Budget Principal Commune**

Vu le Code Général des Collectivités territoriales les communes et les EPCI votent chaque année le budget primitif.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de voter le Budget Primitif Budget Principal commune.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

*13 voix pour, (M. SAUVAUD, Mme DE MACEDO, Mme LEVEUR, M. PEDURAND, M. LASSERRE, Mme BEYRET TRESEGUET, M. CASTAGNOS, Mme FAURE, M. GUIHARD, M. PIBOYEUX, Mme MACARIO DE OLIVEIRA, Mme KAZAOUI, Mme SAMANIEGO)*

*0 voix contre,*

*13 abstentions (M. GUINGAN, Mme TREZEGUET-DIOUF, M. SADIR, M. CADAYS, Mme SASSI, M. COURET, Mme AYMARD, M. LACRAMPE MOINE, Mme CAMPOY MARTINEZ, M. GIRARDI, Mme LARRIEU, M. PIAZZON, Mme MOSCHION)*

- **APPROUVE** les propositions nouvelles de la section fonctionnement du Budget Primitif 2019 – Budget Principal Commune ainsi qu'il suit :

| FONCTIONNEMENT |                |
|----------------|----------------|
| Dépenses       | 5 290 831,00 € |
| Recettes       | 5 290 831,00 € |

- **APPROUVE** les propositions nouvelles de la section investissement du Budget Primitif 2019  
– Commune ainsi qu'il suit :

| INVESTISSEMENT |                |
|----------------|----------------|
| Dépenses       | 6 747 491,00 € |
| Recettes       | 6 747 491,00 € |

Soit un budget total qui s'équilibre à hauteur de 12 038 322,00 €

Publié le 06/03/2019

Visa Préfecture le 07/03/2019

\* \* \* \* \*

Monsieur le Maire précise que nous sommes vraiment dans une période de lourds investissements liés à la fin de l'aménagement des Espaces Publics du Centre-Ville et la rénovation des dépendances du château, auxquels on n'oublie pas d'ajouter tous les travaux d'investissement nécessaires tels que scolaires, sportifs ou culturels.

Monsieur GUINGAN dit que depuis quelques années, lors du précédent débat sur les orientations budgétaires, on a fait des propositions qui tiennent à cœur, notamment sur le centre de santé, avec la démocratie participative.

Madame MOSCHION demande quelles sont les créances mises en non-valeur. Monsieur le Maire lui répond qu'on a des impayés importants de locataires (voir point sur la constitution d'une provision pour loyers impayés).

Madame MOSCHION demande si on perd le loyer de Pôle Emploi. Monsieur le Maire lui répond que non, car ils ne partent que l'année prochaine.

Monsieur le Maire, pour répondre à Monsieur GUINGAN, dit qu'on est tous favorable à la démocratie participative. Il donne un exemple, les parents d'élève ont demandé de trouver des solutions pour l'école Marie Curie, 4 classes dans une école prévue pour 3, plus une 5ème classe externalisée, dans un bâtiment non prévu, la difficulté de recevoir les enfants le matin, de leur faire faire la sieste, une cour dégradée car non refaite depuis longtemps.

Monsieur le Maire explique qu'ici, le rôle de la commune dans le budget a été de lancer une consultation pour le maître d'œuvre, la commission MAPA va se réunir avant mi-mars. Le rôle est donc de prévoir le budget pour la construction, désigner un maître d'œuvre, et ensuite la démocratie participative s'exprimera par l'action de ce maître d'œuvre en terme de consultation des parents d'élèves, des personnels communaux, enseignants de cette école qui construiront avec le maître d'œuvre la réhabilitation de l'école Marie Curie.

*Monsieur GUINGAN répond que c'est une démarche normale de la commune de faire tout ça, ce n'est pas ce qu'on appelle un budget participatif. Le budget participatif, c'est de permettre avec une certaine somme, de laisser le choix à une partie de la population. Ça pourrait être un signe positif.*

*Monsieur PEDURAND dit que préparer le budget, cela se fait longtemps en avance, ce n'est pas prévisible, il ne faut pas en parler au débat d'orientation budgétaire pour 15 jours après le faire passer.*

*Monsieur GUINGAN dit qu'il existe les décisions modificatives.*

*Madame MOSCHION dit que les décisions modificatives doivent se travailler, il faut le faire correctement.*

*Monsieur PEDURAND dit qu'on a fait des réunions de quartier régulièrement, on l'a donc déjà expérimenté.*

*Madame MOSCHION demande si sur l'investissement, la Réhabilitation des Enveloppes Extérieures des Pavillons du Château, on a l'autofinancement assez important. Monsieur le Maire lui répond que pour ce qui concerne les enveloppes extérieures (toitures, menuiseries, façades), nous avons les crédits nécessaires. Pour ce qui concerne la rénovation intérieure, nous demandons des aides, nous sommes en recherche de financement, et comme il l'a toujours dit, les travaux ne commenceront pas tant que le financement ne sera pas bouclé.*

### **Attribution de subventions aux associations d'un montant supérieures à 5 000 €**

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions, notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, une association doit présenter un intérêt public local défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune.

Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre, les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23 000 €, la collectivité doit conclure une convention avec l'association bénéficiaire, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention.

Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5 000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante.

Pour éviter toute gestion de fait, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant supérieur à 5.000 € pour l'année 2019, examinées en Commission des finances le 18 février 2019.

Monsieur le Maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

| <i>Détail des votes</i>                 | <i>Pour</i>    | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i>   | <i>Élu ne prenant pas part<br/>au vote</i>   |
|---|----------------|---------------|---------------------|--|
| <i>Centre d'Animation<br/>Municipal</i> | <i>25 voix</i> | <i>0 voix</i> | <i>0 abstention</i> | <i>C. LARRIEU</i>  |
| <i>Sca Général</i>                      | <i>25 voix</i> | <i>0 voix</i> | <i>0 abstention</i> | <i>C. LARRIEU</i>  |
| <i>Jumelage</i>                         | <i>20 voix</i> | <i>0 voix</i> | <i>0 abstention</i> | <i>F. DE MACEDO<br/>S. GUINGAN<br/>H. AYMARD<br/>M. PEDURAND<br/>C. FAURE<br/>C. SAMANIEGO</i> |
| <i>Confluent Football 47</i>            | <i>25 voix</i> | <i>0 voix</i> | <i>0 abstention</i> | <i>Y. SADIR</i>  |
| <i>Amicale Sapeurs-<br/>Pompiers</i>    | <i>26 voix</i> | <i>0 voix</i> | <i>0 abstention</i> |  |
| <i>École de Musique</i>                 | <i>26 voix</i> | <i>0 voix</i> | <i>0 abstention</i> |  |
| <i>Cinéma confluent</i>                 | <i>25 voix</i> | <i>0 voix</i> | <i>0 abstention</i> | <i>F. TREZEGUET-DIOUF</i>  |

Au vu du résultat des votes tels que détaillé ci-dessus,

- **DÉCIDE** d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel supérieur à 5.000 euros pour l'année 2019 selon le détail joint en annexe ;
- **DIT** que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2019 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;
- **MANDATE** Monsieur le Maire ou son représentant pour signer les conventions d'objectifs correspondantes et tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

*Publié le 06/03/2019*

*Visa Préfecture le 07/03/2019*

\*\*\*\*\*

Monsieur le Maire dit qu'on aura bientôt une décision modificative, car avec le redémarrage de l'association « Foyer de l'Automne », on leur donnera une subvention de 400 euros.

Monsieur PIAZZON signale une baisse de 2700 euros sur le SCA Général. Monsieur le Maire répond que le SCA Général n'a demandé que 19 000 euros.

Monsieur le Maire précise qu'il y avait un emploi d'avenir, pour lequel la Commune a contribué par une augmentation de subvention. Monsieur PIAZZON demande donc si cette baisse des subventions ne se fait pas au détriment des associations.

Madame LARRIEU fait remarquer que le Centre d'Animation Municipal et le Confluent Football 47 ont une grosse augmentation des subventions cette année.

Monsieur le Maire répond que c'est par rapport au dépôt de dossier de demande de subvention, il y aura des évolutions au niveau de l'école de foot qui regroupe le confluent mais aussi Port-Sainte-Marie et Feugarolles.

Monsieur SADIR dit qu'il est normal d'augmenter la subvention, il y a beaucoup plus de licenciés et ils ont pour projet une équipe féminine.

Madame LARRIEU souligne qu'ils devraient faire attention aux équipements sportifs, qu'il est récurant que les lumières ne soient pas éteintes, qu'il y ai des dégâts des lieux, etc.

Monsieur le Maire explique qu'on leur a facturé la perte des clés sécurisées.

Monsieur le Maire dit que le CAM a toujours été bien traité dans la Commune, et il se trouve qu'en 2018, il n'était plus en déficit. Il rajoute qu'on est dans l'année de la biennale de la gravure, d'une importance au moins régionale, donc cela fait des frais supplémentaires pour le CAM.

Pour le jumelage, c'est un provisionnement sur plusieurs exercices budgétaires.

Pour la baisse des subventions, elle était liée non pas à la diminution des subventions accordées, mais par la mise en sommeil d'association, qui réapparaissent.

Monsieur PIAZZON dit que pour le « Bagasset », il y a une explication. Monsieur le Maire dit qu'en effet, le Bagasset organise des soirées, cela peut avoir des conséquences. On a demandé aux associations qui organisaient des festivités de prévoir le coût de la sécurité pour ces fêtes. On donne donc une subvention pour compenser ce coût à un appel à une société de gardiennage supporté par les associations.

### Attribution de subventions aux associations d'un montant inférieures à 5 000 €

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions, notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, une association doit présenter un intérêt public local défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune.



Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre, les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23. 000 €, la collectivité doit conclure une convention avec l'association bénéficiaire, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention.

Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5.000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante.

Pour éviter toute gestion de fait, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant inférieur à 5.000 € pour l'année 2019, examinées en Commission des finances le 18 février 2019.

Monsieur le Maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

*26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention*

- **DÉCIDE** d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel inférieur à 5.000 euros pour l'année 2019 selon le détail joint en annexe ;
- **DIT** que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2019 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour signer tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

*Publié le 06/03/2019  
Visa Préfecture le 07/03/2019*



## Révision AC-CP – Autorisation de programme / Crédit de Paiement

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales disposent que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) relatifs notamment aux travaux à caractère pluriannuel.

L'autorisation de programme (AP) constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget de l'année N ne tient compte que des CP de l'année.

Cette procédure améliore la visibilité financière des engagements de la collectivité à moyen terme en formalisant une dépense dont le paiement s'étendra sur plusieurs exercices sans en faire supporter l'intégralité à son budget en risquant de prévoir la mobilisation d'emprunt par anticipation.

Les autorisations de programme peuvent être révisées par le Conseil municipal en volume global mais aussi au niveau des crédits de paiement pour coller plus étroitement à la réalité de l'avancement du projet et des dépenses y afférentes.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (FCTVA, subventions, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

L'équilibre annuel budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement inscrits au budget. Chaque année, le projet de budget est accompagné d'une situation au 1er janvier de l'exercice considéré, des autorisations de programmes votées antérieurement et de l'état de consommation des crédits correspondants.

De même, au moment du vote du compte administratif, une annexe supplémentaire comporte la situation, arrêtée au 31 décembre de l'année, des autorisations de programme et de leurs crédits de paiement.

Les autorisations de programme et d'engagement permettent d'assurer le lien entre les exercices. Dans l'attente du vote du budget primitif, l'exécutif peut liquider et mandater les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée lors d'exercices antérieurs, dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption.

Vu les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement ;

Par délibération en date du 7 mars 2017 puis du 28 février 2018, le Conseil Municipal a adopté les autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) suivants :

- Opération 56 – 2016-01 : Aménagement des Espaces Publics du Centre-Ville



**Aménagement des espaces publics du centre ville**

| N° AP   | Libellé  | Montant TTC de l'AP<br>DEPENSES | Montant des Crédits de paiements |                  |                |           |
|---|--|---------------------------------|----------------------------------|------------------|----------------|-----------|
|   |  |                                 | 2017                             | 2018             | 2019           | 2020      |
| 2016- 01<br>(opération 56)                                    | Aménagements des<br>espaces publics du centre<br>ville | 3 460 474 €                     | 347 749 €                        | 1 495 196 €      | 790 000 €      | 827 530 € |
|   | Place du 14 juillet                                    |                                 | 347 749 €                        | 879 287 €        | 130 000 €      | 0 €       |
|   | Place Espiau   |                                 | 0 €                              | 172 861 €        | 0 €            | 550 000 € |
|   | Place Clemenceau / MaM                                 |                                 | 0 €                              | 96 115 €         | 510 000 €      | 0 €       |
|   | Rue Thiers 1ère partie                                 |                                 | 0 €                              | 346 933 €        | 150 000 €      | 0 €       |
|   | Rue Hoche  |                                 | 0 €                              | 0 €              | 0 €            | 277 530 € |
| - POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2016-01 |  |                                 |                                  |                  |                |           |
|   | Dépenses   | RECETTES                        | 2017                             | 2018             | 2019           | 2020      |
| Travaux et<br>maîtrise d'œuvre                                | 3 460 474 €  | FSIPL                           | 90 709 € 26%                     | 305 232 € 20%    | 755 647 € 88%  | 263 647 € |
|   |  | DETR                            | - €                              | 219 544 € 15%    | 105 740 € 12%  | - €       |
|   |  | Conseil Départemental           | - € 0%                           | 214 660 €        | 0 € 0%         | - €       |
|   |  | FCTVA - prêt relais             | - € 0%                           |                  | 0 € 0%         | - €       |
|   |  | Autofinancement                 | 257 039 € 74%                    | 755 760 € 51%    | 0 € 0%         | 205 496 € |
|   |  | Total                           | 347 749 € 100%                   | 1 495 196 € 100% | 861 387 € 100% | 469 143 € |

- Opération 59 – 2016-02 : Réhabilitation extérieure des pavillons du Château



**Réhabilitation extérieure des pavillons du Château**

| N° AP   | Libellé   | Montant TTC de l'AP<br>DEPENSES | Montant des Crédits de paiements |                 |                    |           |
|---|---|---------------------------------|----------------------------------|-----------------|--------------------|-----------|
|   |   |                                 | 2017                             | 2018            | 2019               | 2020      |
| 2016-02<br>(opération 59)                                     | Réhabilitation extérieure des<br>pavillons du château Travaux<br>et Mee | 3 421 791 €                     | 18 300 €                         | 116 429 €       | 2 536 345 €        | 750 718 € |
| - POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2016-02 |   |                                 |                                  |                 |                    |           |
|   | Dépenses  | Recettes                        | % TTC                            | % TTC           | % TTC              |           |
| Travaux et<br>maîtrise d'œuvre                                | 3 421 791 €   | Subvention FSIPL                | - €                              | 4 482 € 3,85%   | 394 282 € 15,55%   | - €       |
|   |   | DRAC                            | - €                              | 6 255 € 5,37%   | 130 599 € 5,15%    | - €       |
|   |   | Dept                            | - €                              | - € 0,00%       | - €                | - €       |
|   |   | Région                          | - €                              | - € 0,00%       | 120 000 € 4,73%    | - €       |
|   |   | FCTVA - prêt relais             | - €                              | 19 099 € 16,40% | 416 062 € 16,40%   | 123 148 € |
|   |   | Autofinancement                 | 18 300 € 100%                    | 86 593 € 74,37% | 1 475 402 € 58,17% | 627 570 € |
|   |   | Total                           | 18 300 € 5%                      | 116 429 € 8%    | 2 536 345 € 29,4%  | 750 718 € |

- Opération 61 – 2018-01 : Réhabilitation intérieure des pavillons du Château



**Réhabilitation intérieure des pavillons du Château**

| N° AP   | Libellé   | Montant TTC de l'AP<br>DEPENSES   | Montant des Crédits de paiements<br>(Phase APS) |                  |             |
|---|---|-----------------------------------|---|------------------|-------------|
|   |   |                                   | 2018  | 2019             | 2020        |
| 2018-01<br>(opération 61)                                     | Réhabilitation intérieure<br>des pavillons du château<br>Travaux et Mee | 4 211 230 €                       | - €   | 1 211 230 €      | 3 000 000 € |
|   | Pavillon de la Comédie  |                                   | - €   | 1 043 230 €      | - €         |
|   | Pavillon des Communs  |                                   | - €   | 168 000 €        | 3 000 000 € |
|   | Total   |                                   | - €   | 1 211 230 € 81%  | 3 000 000 € |
| - POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2018-01 |   |                                   |   |                  |             |
|   | Dépenses  | Recettes                          | 2018  | 2019             | 2020        |
| Pavillon de la Comédie  |   |                                   |   |                  |             |
| Travaux et<br>maîtrise d'œuvre                                | 1 043 230 €   | Contrat ruralité ( transfert Cté) | 10 347 €  | 196 588 € 18,84% | - €         |
|   |   | Contrat ruralité                  | - €   | 89 641 € 8,59%   | - €         |
|   |   | Fonds de concours Cté             | - €   | 327 000 € 31,34% | - €         |
|   |   | FCTVA - prêt relais               | - €   | 198 690 € 19,05% | - €         |
|   |   | Autofinancement communal          | - €   | 399 311 € 38,28% | - €         |
|   |   | Total                             | - €   | 1 211 230 € 81%  | - €         |
| Pavillon des Communs  |   |                                   |   |                  |             |
| Travaux et<br>maîtrise d'œuvre                                | 3 000 000 €   | Région                            |   | - €              | 0 €         |
|   |   | FCTVA - prêt relais               |   | - €              | 492 120 €   |
|   |   | Autofinancement communal          |   | - €              | 2 507 880 € |
|   |   | Total                             | - €   | - € 0%           | 3 000 000 € |

Ces AP-CP évoluent en fonction de l'avancement des projets (Estimation, attribution de marchés, exécution des travaux).

Il est proposé au Conseil Municipal de les modifier comme suit afin d'être au plus près de la réalité de l'exécution de ces programmes : voir en annexe

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **APPROUVE** le rapport ci-dessus énoncé.
- **ADOpte** les programmes et les crédits de paiement (AP/CP) pour l'aménagement des espaces publics, la réhabilitation extérieure et la réhabilitation intérieure des pavillons du château comme joint en annexe.
- **DESIGNE** Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces relatives à l'exécution de la présente délibération.

*Publié le 06/03/2019*

*Visa Préfecture le 07/03/2019*

\* \* \* \* \*

*Madame MOSCHION demande des précisions sur l'autofinancement du marché de la Réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du Château qui paraît très élevé, elle demande s'il manque des subventions, alors qu'on était au départ à un taux d'AF de 20%, on est à 74% maintenant.*

*Monsieur le Maire répond que l'ensemble de ces travaux s'élèvent à plusieurs millions d'euros, cela n'appellera un autofinancement que de 20% au total de la commune. Pour ce qui concerne les subventions qui ne sont pas encore attribuées, les subventions pour les monuments historiques sont notifiées avant le commencement des travaux.*

*Monsieur le Maire donne un exemple, avec la réhabilitation extérieure des pavillons du Château, on a sollicité la DRAC pour une subvention, elle accorde et après en cascade la Région débloque, puis le Département ensuite. Il maintient qu'on sera autour de 20% d'autofinancement pour l'ensemble des travaux. Il précise que le FSIPL (Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local), on l'a réparti sur plusieurs travaux.*

*Madame MOSCHION demande, à propos de la Communauté de Communes de Prayssas, combien de temps les installerons-nous à titre gratuit. Monsieur le Maire répond que cela va se négocier, que la Communauté de Communes règle la partie de l'aménagement intérieur.*

*Madame MOSCHION dit qu'elle pense qu'un mauvais message est passé parmi les maires de la Communauté, qui doivent penser que le loyer sera gratuit à vie.*

*Monsieur le Maire dit que le loyer sera à déterminer, il s'agira d'un bail emphytéotique. L'échéance sera à déterminer lors de la conclusion du bail.*

## Constitution d'une provision pour loyers impayés

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 9 décembre 2014, le conseil municipal a délibéré pour fixer le loyer de l'appartement 2<sup>ème</sup> étage, sis 1 rue de Verdun à Aiguillon à 500€ mensuels.

Par délégation, le Maire a signé un bail le 1<sup>er</sup> février 2017 avec un nouveau locataire.

Le loyer est dû chaque mois sur émission d'un titre de recette exécutoire visé de l'ordonnateur de la commune.

A cette date, et malgré les relances successives de la part du trésor public en charge du recouvrement, les loyers ne sont pas réglés.

La collectivité va engager une procédure pour résilier le bail et recouvrer les loyers impayés.

Toutefois, pour couvrir le risque d'un contentieux, il est proposé de provisionner les recettes correspondantes, soit un montant de 20 000 €. Le provisionnement constitue une application du principe comptable de prudence.

Considérant que la commune n'a pas adopté un régime de provision budgétaire possible depuis la refonte de l'instruction budgétaire comptable de la M14, la provision constituée sera semi-budgétaire. Elle constitue ainsi une véritable mise en réserve budgétaire.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention

- **CONSTITUE** une provision de 20 000 €
- **INSCRIT** cette provision au chapitre 68 « dotations aux provisions » du budget 2019.

*Publié le 06/03/2019*

*Visa Préfecture le 07/03/2019*

\*\*\*\*\*

*Monsieur SADIR demande pourquoi mettre 20 000 euros de provision, car il existe des assurances pour les impayés. Monsieur le Maire répond que la commune est son propre assureur.*

*Monsieur le Maire précise que ces personnes, pendant des années, ont été chez un propriétaire privé, qu'il connaissait car ce propriétaire se plaignait que les locataires ne payaient pas les loyers. La mairie avait orienté vers les services sociaux, notamment le CCAS, les locataires et puis quand la situation était devenue ingérable, le propriétaire avait expulsé les locataires. La mairie a fini par reloger ces locataires, en leur accordant un logement communal, en baissant le loyer, en leur donnant du travail (un contrat aidé), mais dès le départ il n'y a pas eu de loyer.*

*Monsieur le Maire ajoute qu'on avait fait les dossiers à leur place, car ils ne savaient pas les faire. La seule chose qui leur restait c'était de signer les dossiers. Quand le dossier a été complet pour avoir les allocations compensatrices, cela a coïncidé au moment où le contrat aidé s'est achevé, les revenus ont donc atteint un très faible niveau.*

*Madame MOSCHION demande si un dossier de surendettement a été fait. Monsieur le Maire répond que non, car il faudrait d'autres créiteurs. Madame MOSCHION trouve que 20 000 euros sur 2 ans ça fait beaucoup. Monsieur le Maire lui répond que c'est plutôt étalé sur 3 ans.*

*Madame AYMARD dit que c'est le département qui a la compétence sociale, il faudrait le faire intervenir plus. Madame MOSCHION dit qu'il n'y a pas d'effort, qu'il faut être juste qu'on ne peut pas tout donner, en 3 ans la personne ne paye pas de loyer, c'est grave, il y a des aides.*

### **Convention constitutive du groupement de commandes ENR-MDE – Sdee 47**

Monsieur le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que le Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne (Sdee 47) est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Fort de son expérience au sein du Groupement de Commandes régional pour l'achat d'énergie, le Sdee 47 a décidé de créer un Groupement de Commandes départemental dédié aux énergies renouvelables et à la maîtrise de la demande en énergie.

Ce groupement permettra d'améliorer l'efficacité technique et économique de ces achats.

Il serait ouvert aux personnes morales suivantes :

- Personnes morales de droit public (collectivité territoriale, EPCI, syndicat mixte, établissement public, etc)
- Sociétés d'Economie Mixte
- Organismes d'habitations à loyer modéré
- Etablissements d'enseignement privé
- Etablissements de santé privés
- Maisons de retraites privées (EHPA, EHPAD, MAPA, MARPA, MAPAD, etc)

Quelques exemples d'actions : isolation des combles, achat de véhicules électriques, etc.

Le Sdee 47 sera le coordonnateur du groupement pour l'ensemble des membres.

Le coordonnateur pourra être indemnisé de l'exercice de ses fonctions par les autres membres du groupement pour les frais occasionnés en termes de personnel et de matériel. Préalablement à l'accord de participation à chaque procédure de marché public ou d'accord-cadre, une estimation sera établie par le coordonnateur et adressée aux membres du groupement.

La participation forfaitaire de chacun des membres du groupement sera répartie entre les membres selon les règles définies préalablement au lancement de chaque consultation.

Il est proposé que la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres soit celle du coordonnateur, soit du Sdee 47.

Vu le code général des collectivités territoriales,



Vu l'ordonnance n°2018-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, notamment son article 28,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix dans le cadre de la commande publique,

Considérant que le groupement est constitué pour une durée illimitée,

Considérant que le Sdee 47 sera le coordonnateur du groupement,

Considérant que ce groupement présente un intérêt pour la commune au regard de ses besoins propres,

**Après avoir entendu cet exposé,  
le conseil municipal,**

*26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

- **APPROUVE** l'adhésion de la commune d'Aiguillon au groupement de commandes ENR-MDE en Lot-et-Garonne pour une durée illimitée ;
- **DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour signer la convention constitutive du groupement ci-jointe et prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;
- **APPROUVE** la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement ;
- **APPROUVE** que le Sdee 47 soit coordonnateur du groupement et avance notamment les frais liés aux procédures de marchés ou d'accords-cadres ;
- **APPROUVE** que la Commission d'Appel d'offres du groupement soit celle du Sdee 47 ;
- **DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour décider de la participation de la commune à un marché public ou accord-cadre lancé dans le cadre du groupement ;
- **S'ENGAGE** à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante ;
- **S'ENGAGE** à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget.

*Publié le 06/03/2019  
Visa Préfecture le 07/03/2019*

\*\*\*\*\*

**Candidature au marché d'achat de gaz naturel proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique » - Sdee 47**

Monsieur le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune est adhérente au Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne (Sdee 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Aujourd'hui, conformément aux articles L. 331-1 et L. 441-1 du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'électricité et de gaz naturel peuvent choisir un fournisseur sur le marché.

Les personnes publiques, faisant partie de cet ensemble de consommateurs, peuvent bénéficier des offres de marché mais doivent recourir aux procédures prévues par la réglementation régissant la commande publique afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappellent les articles L. 331-4 et L. 441-5 du Code de l'énergie.

Dans ce sens, les Syndicats d'Energies de la Nouvelle Aquitaine se sont unis pour proposer un nouveau groupement de commande à l'échelle de la nouvelle région, qui permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, qui assure une maîtrise des consommations d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable, groupement auquel le Conseil Municipal a décidé de faire adhérer la commune.

L'adhésion est gratuite pour les collectivités adhérentes et les frais inhérents à son fonctionnement ne courent que dès l'instant où celles-ci décident d'être partie prenante d'un marché d'achat d'énergies lancé par le groupement.

Monsieur le Maire précise que le retrait du groupement est libre mais ne peut prendre effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours dont la collectivité sera partie prenante.

Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le code de l'énergie,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics, notamment son article 28,

Considérant que la collectivité est adhérente au groupement de commandes pour l'achat d'énergies, de travaux/fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique fondé par les Syndicats d'Energies de la région Nouvelle Aquitaine,

Considérant que la commune a des besoins en matière d'achat d'énergie, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et a fortiori d'obtenir des meilleurs prix,

Considérant que le SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) est le coordonnateur du groupement,

Considérant que la collectivité membre du groupement ne s'acquitte des frais inhérents au fonctionnement que si elle devient partie prenante aux marchés passés par le coordonnateur,

Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitif, il sera passé des marchés ou des accords-cadres,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres sera celle du coordonnateur,

Considérant que le Sdee 47 (Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne) sera le référent de la commune quant au fonctionnement du groupement, le Syndicat devant assister les collectivités membres de son territoire et centraliser leurs besoins auprès du groupement,

**Après avoir entendu cet exposé,  
le conseil municipal,**

26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **DÉCIDE** de faire acte de candidature au marché d'achat de gaz naturel proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »,
- **DONNE MANDAT** au Sdee 47 afin de solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison que la Commune décidé d'intégrer dans ce marché public,
- **DÉCIDE** d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 9 de la Convention constitutive et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant,
- **DONNE MANDAT** au Président du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) pour signer et notifier les marchés ou accords-cadres dont la commune sera partie prenante,
- **DÉCIDE** de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante,
- **DÉCIDE** de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la commune est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget,
- **DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour signer tout document afférent à ce dossier.

*Publié le 06/03/2019*

*Visa Préfecture le 07/03/2019*

\*\*\*\*\*

*Madame FAURE demande en quoi cela va consister. Monsieur le Maire lui répond qu'il y aura aussi une chaudière d'appoint qui fonctionne au gaz naturel dans la future chaufferie au bois pour assurer l'intersaison ou les arrêts éventuels de la chaudière bois.*



*Madame LEVEUR dit que le réseau de chaleur ne fonctionne que pendant les périodes où il fait froid.*

*Madame AYMARD dit que la Communauté de Communes devrait faire la même chose pour les carburants, c'est dans la mission d'une communauté.*

*Monsieur PEDURAND dit qu'il se mette également dans ce groupement d'achat.*

**Candidature au marché d'achat d'électricité proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique » - Sdee 47**

Monsieur le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune est adhérente au Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne (Sdee 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Aujourd'hui, conformément aux articles L. 331-1 et L. 441-1 du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'électricité et de gaz naturel peuvent choisir un fournisseur sur le marché et d'affranchir ainsi du tarif réglementé de vente proposé par les opérateurs historiques.

Les personnes publiques, faisant partie de cet ensemble de consommateurs, peuvent bénéficier des offres de marché mais doivent recourir aux procédures prévues par la réglementation régissant la commande publique afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappellent les articles L. 331-4 et L. 441-5 du Code de l'énergie.

Dans ce sens, les Syndicats d'Energies de la Nouvelle Aquitaine se sont unis pour proposer un nouveau groupement de commande à l'échelle de la nouvelle région, qui permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, qui assure une maîtrise des consommations d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable, groupement auquel le Conseil Municipal a décidé de faire adhérer la commune.

L'adhésion est gratuite pour les collectivités adhérentes et les frais inhérents à son fonctionnement ne courent que dès l'instant où celles-ci décident d'être partie prenante d'un marché d'achat d'énergies lancé par le groupement.

Monsieur le Maire précise que le retrait du groupement est libre mais ne peut prendre effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours dont la collectivité sera partie prenante.

Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité,

Vu le code de l'énergie,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics, notamment son article 28,

Considérant que la collectivité est adhérente au groupement de commandes pour l'achat d'énergies, de travaux/fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique fondé par les Syndicats d'Energies de la région Nouvelle Aquitaine,

Considérant que la commune a des besoins en matière d'achat d'énergie, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et a fortiori d'obtenir des meilleurs prix,

Considérant que le SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) est le coordonnateur du groupement,

Considérant que la collectivité membre du groupement ne s'acquitte des frais inhérents au fonctionnement que si elle devient partie prenante aux marchés passés par le coordonnateur,

Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitif, il sera passé des marchés ou des accords-cadres,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres sera celle du coordonnateur,

Considérant que le Sdee 47 (Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne) sera le référent de la commune quant au fonctionnement du groupement, le Syndicat devant assister les collectivités membres de son territoire et centraliser leurs besoins auprès du groupement,

**Après avoir entendu cet exposé,  
le conseil municipal,**

*26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

- **DÉCIDE** de faire acte de candidature au marché d'achat d'électricité proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »,
- **DONNE MANDAT** au Sdee 47 afin de solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison que la Commune décidé d'intégrer dans ce marché public,
- **DÉCIDE** d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 9 de la Convention constitutive et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant,
- **DONNE MANDAT** au Président du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) pour signer et notifier les marchés ou accords-cadres dont la commune sera partie prenante,
- **DÉCIDE** de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante,

- DÉCIDE de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la commune est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget,
- **DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour signer tout document afférent à ce dossier.

*Publié le 06/03/2019*

*Visa Préfecture le 07/03/2019*

\* \* \* \* \*

### **Demande de subvention DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) 2019 – Extension et rénovation de l'école maternelle Marie Curie**

Il est rappelé que les services de l'Éducation Nationale ont ouvert depuis la rentrée scolaire de septembre 2016, une classe pour les enfants de moins de trois ans nommée TPS : Classe de Toute Petite Section.

Par arrêté du 9 février 2018 établi après consultation du Comité Technique Spécial Départemental du 31 janvier 2018 et du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du 2 février 2018, l'Inspection académique a attribué une cinquième classe à l'école maternelle Marie Curie pour la rentrée scolaire 2018. Cette classe est située dans un bâtiment implanté à proximité de l'école maternelle Marie Curie.

Cette ouverture de classe dans l'école telle qu'elle est configurée actuellement nous a obligé à aménager l'accueil périscolaire en dortoir, le dortoir en classe et le hall d'entrée en accueil périscolaire.

Cet aménagement ne permet pas un fonctionnement optimal de l'ensemble des services scolaires et périscolaires.

Il nous faut donc désormais prévoir l'extension et la rénovation de l'école maternelle Marie Curie, laquelle intégrera le déménagement de la classe de Toute Petite Section dans l'enceinte de l'école.

Le montant prévisionnel de l'extension et la rénovation de l'école maternelle Marie Curie s'élève à 240 000 € HT, soit 288 000 € TTC.

La commune, maître d'ouvrage de l'ensemble de l'opération sollicite une subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux à hauteur de 96 000 €.

La commune porte l'intégralité de la TVA qui sera récupérée par le biais du FCTVA.

**Vu l'exposé de Monsieur le Maire  
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

26 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- DÉCIDE de l'extension et la rénovation de l'école maternelle Marie Curie pour un montant prévisionnel 288 000 € TTC,

- **SOLLICITE** une subvention au titre de la DETR 2019 d'un montant de 96 000 €,
- **ADOpte** le plan de financement suivant :
 

|                           |                                  |
|---------------------------|----------------------------------|
| Coût prévisionnel total : | 240 000 € HT, soit 288 000 € TTC |
| Autofinancement :         | 192 000 €                        |
| Etat (DETR 2019):         | 96 000 €                         |
- **DÉCIDE** d'inscrire au budget primitif 2019 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

*Publié le 06/03/2019*

*Visa Préfecture le 07/03/2019*

\*\*\*\*\*

### Demande de subvention auprès de la DRAC – Réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du Château – Tranche 3 des travaux

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal a adopté à l'unanimité lors de sa séance du 10 juillet 2018 :

- le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons,
- le montant total des dépenses éligibles aux régimes de subvention des partenaires institutionnels que sont la DRAC ; la Région Nouvelle Aquitaine et le Département de Lot et Garonne, et à autoriser monsieur le Maire à déposer les dossiers de demande de concours financiers auprès de ces derniers.

Le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures se découpe en quatre tranches de travaux qui se dérouleront sur 3 exercices budgétaires, de 2018 à 2020.

La DRAC a inscrit au programme 2019 des investissements de l'Etat, ministère de la culture, au titre des monuments historiques, la troisième tranche de travaux de restauration des façades et de la couverture des deux pavillons du Château pour un montant de 108 116 €, soit 30% de la dépense subventionnable de 360 385 € HT.

Considérant cela,

**Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **VALIDE** le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des deux pavillons pour la tranche 3 de travaux,

- **VALIDE** le plan de financement prévisionnel tel que présenté ci-dessous pour la tranche 3 de travaux :

| Dépenses HT  |                  | Recettes  |                  |
|--|------------------|---|------------------|
| Tranche 3 de travaux -<br>Réhabilitation extérieure<br>des pavillons du<br>Château | 360 385 €        | <b>DRAC</b>   | <b>108 116 €</b> |
|  |                  | Région nouvelle Aquitaine ( Subvention<br>sollicitée - en attente de décision)        | 108 116 €        |
|  |                  | Département de Lot et Garonne<br>( Subvention sollicitée - en attente de<br>décision) | 42 000 €         |
|  |                  | Autofinancement Communal  | 102 153 €        |
| <b>Total</b>   | <b>360 385 €</b> | <b>Total</b>  | <b>360 385 €</b> |

- **ENGAGE** la commune à prendre à sa charge le solde de l'opération sur ses fonds propres ou par emprunt,
- **PREND** en charge le préfinancement de la TVA à hauteur de 72 077 €,
- **INSCRIT** les dépenses correspondantes dans leur totalité soit 432 462 € TTC au budget communal,
- **S'ENGAGE** à débiter les travaux après notification de l'autorisation de la DRAC.

Publié le 06/03/2019

Visa Préfecture le 07/03/2019

\* \* \* \* \*

### **Demande de subvention auprès du Département de Lot-et-Garonne – Réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du Château – Tranche 3 des travaux**

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal a adopté à l'unanimité lors de sa séance du 10 juillet 2018 :

- Le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons,
- Le montant total des dépenses éligibles aux régimes de subvention des partenaires institutionnels que sont la DRAC ; la Région Nouvelle Aquitaine et le Département de Lot et Garonne, et à autoriser monsieur le Maire à déposer les dossiers de demande de concours financiers auprès de ces derniers.

Le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures se découpe en quatre tranches de travaux qui se dérouleront sur 3 exercices budgétaires, de 2018 à 2020.

La présente délibération a pour objet de compléter notre demande de subvention portant sur la tranche 3 de travaux à hauteur de 42 000 € déposée auprès du département de Lot et Garonne. Après attribution des marchés de travaux, le montant prévisionnel de la tranche 3 a été révisé à hauteur de 360 385 € HT.

**Le Conseil municipal,  
Après en avoir délibéré,**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **SOLLICITE** une subvention pour la Tranche 3 de travaux auprès du Département de Lot et Garonne pour un montant de 42 000 €,
- **VALIDE** le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des deux pavillons pour la tranche 3 de travaux,
- **VALIDE** le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessous :

| Dépenses HT  |                  | Recettes  |                  | Taux de participation |
|--|------------------|---|------------------|-----------------------|
| Tranche 3 de travaux -<br>Réhabilitation extérieure<br>des pavillons du<br>Château | 360 385 €        | DRAC ( Subvention sollicitée - en attente de décision)                      | 108 116 €        | 30%                   |
|  |                  | Région nouvelle Aquitaine ( Subvention sollicitée - en attente de décision) | 108 116 €        | 30%                   |
|  |                  | <b>Département de Lot et Garonne</b>  | <b>42 000 €</b>  | <b>12%</b>            |
|  |                  | Autofinancement Communal  | 102 153 €        | 28%                   |
| <b>Total</b>   | <b>360 385 €</b> | <b>Total</b>  | <b>360 385 €</b> | 100%                  |

- **ENGAGE** la commune à prendre à sa charge le solde de l'opération sur ses fonds propres ou par emprunt,
- **PREND** en charge le préfinancement de la TVA à hauteur de 72 077 €,
- **INSCRIT** les dépenses correspondantes dans leur totalité soit 432 462 € TTC au budget communal,
- **S'ENGAGE** à débiter les travaux après notification de l'autorisation de la DRAC.

Publié le 06/03/2019  
Visa Préfecture le 07/03/2019

\*\*\*\*\*

## Mise à jour du tableau de classement des voies communales – Avenant à la convention de mise à disposition des voiries communales à la Communauté de Communes des Coteaux de Prayssas et du Confluent

Monsieur le Maire informe de la nécessité de mettre à jour le tableau de classement des voies communales.

Ainsi qu'il résulte d'un document d'arpentage dressé le 28 mars 2018 sous le numéro 1988 C dressé par monsieur Florent Monthus, géomètre expert à Tonneins, la parcelle cadastrée N° UB342 a été divisée en deux nouvelles parcelles, la nouvelle parcelle YB 342 d'une contenance de 1259 m<sup>2</sup> est devenue propriété communale le 2 mai 2018.

Il convient que cette parcelle cadastrée YB 332 soit intégrée dans le tableau de classement des voies communales. Elle est située en prolongement de la rue Georges Brassens telle que figurée dans l'annexe n°8 à la présente délibération.

Monsieur le Maire signale l'intérêt de donner une dénomination officielle aux voies et places publiques de la Commune, il est proposé de nommer cet espace "Place Georges Brassens".

Monsieur le Maire rappelle qu'une convention de mise à disposition de voies communales auprès de la Communauté de Communes avait été adoptée en 2004 et depuis mise à jour régulièrement.

Il est proposé au conseil municipal que la rue Georges Brassens et la place Georges Brassens soient mises à disposition de la communauté de communes des coteaux de Prayssas et du Confluent par avenant à la convention initiale.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

*24 voix pour,  
0 voix contre,  
2 abstentions (M. Christian GIRARDI, M. Alain LACRAMPE MOINE)*

- **ACCEPTE** le classement de la parcelle YB 342 d'une contenance de 1259 m<sup>2</sup> dans le tableau de classement des voies communales,
- **DIT** que le tableau sera mis à jour sur le fondement de la présente décision,
- **DIT** que la présente délibération sera transmise au service du Cadastre pour l'intégration de cette parcelle dans le domaine public routier de la commune,
- **DÉCIDE** que la place publique de la commune ci-après désignée par le numéro sous lequel elle figure au plan annexé (parcelle cadastrée YB 332) à la présente délibération recevra la dénomination officielle suivante : Place Georges Brassens,
- **PROPOSE** à la Communauté de Communes des Coteaux et du Confluent la mise à disposition de la rue et place Georges Brassens par avenant à la convention initiale,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention initiale de mise à disposition des voiries communales ayant pour effet la mise à disposition de la rue et place Georges Brassens à la communauté de communes des coteaux de Prayssas et du Confluent.

## Litige commune contre Monsieur CORTE Roland – Autorisation d'ester en justice

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Un litige oppose actuellement la commune à Monsieur Roland CORTE, maître-nageur sauveteur recruté pour la saison estivale 2018. Son avocat, Maître VERMOREL, a déposé un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Pour organiser la défense de la commune, Monsieur le maire propose au conseil municipal d'autoriser Maître BOURDIN et/ou Maître DUFEU à :

- SE CONSTITUER devant le Tribunal Administratif de Bordeaux,
- PRODUIRE tout mémoire dans l'intérêt de la commune,
- FORMULER oralement ou par écrit toutes observations utiles et/ou communiquer toute pièce utile et nécessaire aux débats.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Après avoir entendu cet exposé,  
le conseil municipal,**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- AUTORISE Maître BORDIN et/ou Maître DUFEU à :
  - o SE CONSTITUER devant le Tribunal Administratif de Bordeaux,
  - o PRODUIRE tout mémoire dans l'intérêt de la commune,
  - o FORMULER oralement ou par écrit toutes observations utiles et/ou communiquer toute pièce utile et nécessaire aux débats.
- DESIGNER Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Publié le 06/03/2019  
Visa Préfecture le 07/03/2019

\*\*\*\*\*

*Monsieur le Maire explique que ces deux agents avaient demandé au mois d'août de bénéficier de la protection fonctionnelle des fonctionnaires que doit l'employeur, s'estimant en danger. Suite aux différents rapports fait par les gendarmes, doléances des agents de la piscine, doléances des usagers de la piscine, il n'a pas été donné suite à cette demande de protection fonctionnelle. Cependant, si l'on ne répond pas dans les 2 mois, cela est considéré comme un refus. De par ce refus, les deux agents ont déposé une requête contre la Commune.*



## Litige commune contre Monsieur SAVIGNAC Robert – Autorisation d'estimer en justice

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Un litige oppose actuellement la commune à Monsieur Robert SAVIGNAC, BNSSA recruté pour la saison estivale 2018. Son avocat, Maître VERMOREL, a déposé un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Pour organiser la défense de la commune, Monsieur le maire propose au conseil municipal d'autoriser Maître BOURDIN et/ou Maître DUFEU à :

- SE CONSTITUER devant le Tribunal Administratif de Bordeaux,
- PRODUIRE tout mémoire dans l'intérêt de la commune,
- FORMULER oralement ou par écrit toutes observations utiles et/ou communiquer toute pièce utile et nécessaire aux débats.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Après avoir entendu cet exposé,  
le conseil municipal,**

26 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- AUTORISE Maître BORDIN et/ou Maître DUFEU à :
  - o SE CONSTITUER devant le Tribunal Administratif de Bordeaux,
  - o PRODUIRE tout mémoire dans l'intérêt de la commune,
  - o FORMULER oralement ou par écrit toutes observations utiles et/ou communiquer toute pièce utile et nécessaire aux débats.
- DESIGNER Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à ce dossier.

*Publié le 06/03/2019*

*Visa Préfecture le 07/03/2019*

\*\*\*\*\*

*Madame AYMARD demande qu'on rajoute « dans le cadre des droits statutaires des agents » en plus de « tout mémoire dans l'intérêt de la commune ». Monsieur COURET dit qu'on a eu des pertes financières suite à cette histoire, et demande si on doit répondre à ça. Monsieur SADIR dit qu'on perd de l'argent avec la piscine.*

*Madame AYMARD et Monsieur GIRARDI disent qu'on devrait former des titulaires pour la piscine. Madame MOSCHION dit que la Communauté de Commune refuse.*

Monsieur GIRARDI dit que par le passé, c'était des employés communaux qui s'en occupaient. Monsieur SADIR dit qu'il faut quelqu'un d'Aiguillon, que l'on connaît.

Monsieur le Maire dit que nous avons un seul agent qui pourrait être maître-nageur sauveteur, mais il n'a pas fait de stage donc il n'est plus en capacité de l'être, et comme il est en mi-temps annualisé, il travaille plus à partir du 15 juin. Monsieur le Maire ajoute qu'on fait appel à des saisonniers extérieurs. Normalement, on prend un maître-nageur sauveteur extérieur et un « BNSSA » de la commune, qui a été blessé cet été donc on a dû prendre un BNSSA extérieur. On a suivi la proposition du maître-nageur sauveteur qui nous présentait un BNSSA, collègue à lui.

Monsieur GIRARDI dit qu'il y a eu quelques événements dont la presse a fait état, le seul reproche c'est que quand il y a un problème comme ça, il faut revenir tout de suite et pas attendre une semaine.

Monsieur le Maire répond être d'accord avec Monsieur GIRARDI, mais ajoute que le problème c'est, lorsqu'on s'est aperçu des personnes auxquelles on avait à faire, d'avoir dit qu'on allait rompre le contrat, sauf que ça ne se rompt pas comme cela. Il aurait fallu payer deux personnes à ne rien faire, et embaucher deux personnes supplémentaires pour surveiller la piscine.

Monsieur le Maire explique que la première fois, le choix a été de négocier, d'essayer d'améliorer les choses, sur la base de la confiance qu'on peut avoir. C'est assez rapidement qu'on s'est aperçu qu'il s'agissait de personnes très compliquées dans leur raisonnement et leur fonctionnement.

Monsieur le Maire ajoute que Madame CURIE, Directrice Générale des Services, a, à la fin de la saison, fait une note du déroulé de l'été qui l'a amené à ne pas donner suite à répondre à cette demande de protection fonctionnelle.

## Questions diverses

- **Rénovation des sièges du Cinéma**

Madame AYMARD signale qu'une personne lui a dit que les sièges du cinéma étaient obsolètes et qu'il faudrait faire une rénovation du cinéma.

Monsieur COURET répond qu'une inspection a été faite et que le rapport est arrivé

Monsieur le Maire dit que la municipalité n'était pas au courant de cette inspection (vérifier)

Madame AYMARD dit qu'il faut une mise aux normes pour les personnes handicapées.

Monsieur GUINGAN répond qu'un dossier a été étudié par un cabinet, et soumis à une demande de subvention.

Monsieur le Maire explique que la salle Théophile de Viau est une salle municipale et multiculturelle qui permet à l'association « Cinéma Confluent » de se développer, et abrite aussi d'autre spectacle ponctuellement.

Monsieur le Maire explique que l'adjointe à la culture, qui n'est pas là ce soir, avec l'association du Cinéma Confluent, l'avait rencontré ainsi que la directrice générale des services, pour les informer qu'en effet, dans le cas de l'activité cinéma, il était possible que les équipements de la salle ne soient pas très adaptés à la façon dont on va au cinéma actuellement. D'autre part, Monsieur le Maire ajoute également que le Cinéma présentait un vieillissement prononcé. Cependant, l'ensemble des fauteuils ont été changés sous le mandat de son prédécesseur, donc ils ne sont pas si vieux que ça.

Monsieur le Maire dit qu'il a discuté avec la présidente du Cinéma, pour les pistes d'évolution de la salle Théophile de Viau. Dans le cadre des organismes de projection du cinéma, de distribution, d'organisation générale du Cinéma en France, le cinéma peut bénéficier de conseils, de diagnostic de la part d'architecture agréée. C'est ce qu'ils ont fait, ils ont fait venir un expert architecte, et cet architecte a rendu un rapport qui nous est arrivé vendredi dernier, donc on n'a pas eu le temps ni d'en prendre connaissance correctement, ni de pouvoir réunir une commission culture.

Monsieur le Maire explique qu'il y a un document de réflexion, et on va l'étudier conjointement dans le cadre d'une démocratie participative avec différentes associations, comme tout projet on élabore une méthode de mise en place, un budget si nécessaire.

Monsieur le Maire ajoute que les sièges sont peut-être trop développés dans certaines salles de cinéma, pour gagner en confort il faudrait supprimer des sièges à Aiguillon. C'est très grave pour le gala de danse, pour le lycée, pour les quelques fois où la salle est remplie. Du coup, comment articuler tout cela ? Ça sera l'objet de la réflexion.

Monsieur le Maire termine en disant qu'il n'y a pas que le Cinéma qui est concerné, la salle est une salle communale et sert pour d'autres événements aussi. Soit on en fait qu'une salle de cinéma et à ce stade il faut 150 places maximum au lieu des 400, soit on veut conserver une salle multiculturelle, avec une jauge qu'il faudra diminuer car on devra travailler l'accessibilité, avec 300 ou 320 places au lieu des 400.

- **Maison de santé**

Monsieur COURET demande à revenir sur le sujet de la Maison de Santé. Il aimerait avoir plus d'information, notamment si c'est la Communauté de communes qui va s'en occuper.

Monsieur le Maire explique que la Commune n'est pas un territoire déficitaire, donc on n'est pas un territoire prioritaire dans le cadre de la commission démocratie médicale, et l'Agence Régionale de Santé ne nous classe pas dans les territoires à difficultés car nous avons quatre médecins et un homéopathe, donc 5 médecins pour environ 4500 habitants.

Monsieur GUINGAN ajoute un deuxième point, il faut savoir ce qu'on veut comme services de soins. Que de la médecine générale ou aussi des dentistes ? On veut un ophtalmologue, que nous n'avons jamais eu à Aiguillon ? Des permanences de spécialité ? C'est aussi un point à étudier.

Monsieur le Maire défend l'idée que tous les conseillers communautaires aiguillonnais pourront accéder à cela, défendre l'idée qu'on fasse d'abord une vraie étude des besoins exprimés par la population, et des besoins réels, ce qui nous permettra de déterminer ce qu'on veut vraiment, et surtout ce dont on a vraiment besoin. Concernant la question d'une maison de santé ou d'un centre de santé, c'est le mode de gestion qui change, donc cela sera un conseil municipal à déterminer quand on aura les résultats précédents énoncés.

Madame LEVEUR demande si on a un projet médical de prévention.

Monsieur GUINGAN dit qu'on sait qu'à terme, les médecins vont partir, ils sont 5 sur le papier mais ce n'est pas destiné à perdurer. Il ne faudra pas tirer la sonnette d'alarme quand on sera un désert médical.

Monsieur le Maire avait répondu qu'il n'y avait pas de projet de santé tant que les médecins ne décident pas de le rédiger et de s'emparer du sujet.

Madame AYMARD dit qu'il faudrait comparer à Tonneins, et l'Agence Régionale de Santé a fait une carte qui détermine où les patients doivent s'inscrire pour leur médecin traitant.

Monsieur le Maire dit trouver scandaleux qu'on dépense de l'argent public à faire des maisons de santé qui abritent des professions libérales qui se feront de l'argent sur notre dos. Philosophiquement, il serait pour les centres de santé, mais il faut réellement faire une étude au préalable pour savoir dans quoi on se lance. Dans 5 ans, on aura un problème des départs en retraite des médecins. On a peu de temps pour réaliser.

Monsieur GIRARDI dit vouloir revenir sur la salle de cinéma, Aiguillon est une rare commune à ne pas avoir de salles des fêtes (polyvalentes), donc il faudrait plutôt donner la priorité à une salle des fêtes, plutôt qu'au cinéma où les sièges ont été changé récemment.

Monsieur GIRARDI ajoute, pour revenir aux paroles de Monsieur le Maire sur mettre de l'argent public dans les professions libérales, que le parking fait au stade se destine aussi pour les patients des kinésithérapeutes, et donc indirectement c'est également de l'argent public investi dans les professions libérales.

Monsieur le Maire répond qu'il faut attendre de voir le fonctionnement de la maison de santé de Damazan.

- **Le pont de la RD 813**

Madame MOSCHION souhaite savoir où en sont les travaux sur le pont de la RD 813.

Monsieur le Maire lui répond que les deux voies fermées actuellement, une sera ré ouverte. La nature des travaux à effectuer est connue, les appels d'offres sont passés et les travaux vont commencer d'ici la fin de l'été. Dans les semaines à venir, on va récupérer deux voies d'un côté, et une voie de l'autre. On s'est aperçu que ça ne posait pas non plus énormément de problèmes.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne prenant plus la parole, la séance est levée à 21h30.

\* \* \* \* \*

Le Maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne TREZEGUET DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Jean-Pierre PIBOYEUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION